AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :
Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keskisuomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 21 mars 2024

Politique européenne 2
Le comité interministériel de politique européenne a défini les positions de la Finlande sur les questions du sommet européen ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Le Premier ministre Orpo se rendra aux sommets de Bruxelles ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Analyse ..... **Erreur ! Signet non défini.**
La germanophone Elina Valtonen apparait comme un contrepoids à Scholz ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Editorial ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Politique étrangère et de sécurité ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Le Président et le Comité interministériel de politique étrangère et de sécurité ont discuté de la Russie, de la situation sécuritaire en Europe et du soutien de la Finlande à l'Ukraine ..... **Erreur ! Signet non défini.**
La Finlande et la Suède pourraient coopérer pour donner des navires côtiers à l'Ukraine ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Les chasseurs finlandais s'envolent chaque semaine pour reconnaitre des avions russes ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Conflit social ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Les grèves seront-elles suspendues ? Si le gouvernement fait des concessions sur les délégués syndicaux, les syndicats devront accepter de négocier sur le modèle d'augmentaion des salaires ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Politique intérieure ..... **Erreur ! Signet non défini.**
La popularité des partis du gouvernement est en baisse ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Vers une modification du recyclage des emballages et des consignes de bouteilles ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Valio supprimera 89 emplois ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Climat ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Des chercheurs évoquent des options moins chères que les puits de carbone technologiques **Erreur ! Signet non défini.**
Migration ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Les Ukrainiens sont venus en Finlande pour y rester – cela commence déjà à se voir dans la stabilisation des relations de travail ..... **Erreur ! Signet non défini.**
Société ..... **Erreur ! Signet non défini.**
La Finlande est le pays le plus heureux du monde pour la septième année consécutive ..... **Erreur ! Signet non défini.**

Politique européenne

Sauli Niinistö chargé de rédiger un rapport sur la préparation de l'Europe aux crises

Sauli Niinistö et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont tenu une conférence de presse hier à Bruxelles.
À la demande de la Commission européenne, le président Sauli Niinistö rédigera un rapport pour l'Union européenne sur la manière d'améliorer la résilience des sociétés européennes face aux crises.
Von der Leyden dit avoir demandé à Niinistö un tel rapport car la société finlandaise est connue pour sa résilience.
” Nous savons que les désirs de Poutine ne s'arrêtent pas à l'Ukraine. Au contraire : Poutine parle d’une mission historique, et cela n’est que trop familier aux Finlandais du fait de l’histoire”, a déclaré von der Leyden.
Niinistö et von der Leyen décrivent le rapport commandé à Niinistö comme une étude sur la manière de rendre l'Europe plus résistante aux crises. Le rapport couvre à la fois la défense conventionnelle et les nouvelles menaces, par exemple la réponse aux menaces cybers et hybrides. Niinistö est également censé écrire sur l'influence de la façon des esprits sur la manière dont les sociétés résisteraient aux crises.
Selon Niinistö, l’Europe doit se renforcer car on ne s’en prend pas à ceux qui sont forts.
” Cela fait des décennies que je prône une défense européenne plus forte. L’Europe doit apporter sa contribution au sein de l’OTAN, tant en termes de défense concrète qu’en termes de réflexion. Il est vraiment temps de se réveiller”, a déclaré Niinistö.
Von der Leyen a aussi insisté sur la sécurité globale de la société, dans laquelle la Finlande est spécialisée. Depuis longtemps, la Finlande défend l’idée selon laquelle les pays de l’UE devraient améliorer leur préparation à faire face aux crises liées à leur influence européenne.
Le rapport est censé être prêt pour servir aux besoins de la nouvelle Commission européenne qui sera nommée après les élections au Parlement européen.
Yle

Commentaires de Sauli Niinistö - Sauli Niinistö parle de sa nouvelle mission

Le président Sauli Niinistö aura un printemps et un été chargés.
”C'est une mission assez vaste. Bien sûr, cela va de la préparation armée à l'attitude de la population, que l'on retrouve particulièrement en Finlande aujourd'hui”, explique Niinistö à propos du sujet de son rappport.
”J'espère que c'est un pas vers une Europe plus sûre. Non pas pour faire la guerre, mais pour éviter la guerre. Si vous êtes fort, vous n'êtes pas menacé”, dit-il.
Outre l'armée et la protection civile, le rapport met également l'accent sur l'influence sur l'opinion publique. Selon Niinistö, le rapport mettra inévitablement en lumière diverses opérations hybrides et le rôle futur de l’intelligence artificielle face à d’éventuelles menaces pour la sécurité.
”Mario Draghi dirige l'équipe qui réalise le même genre de document sur la résilience économique de l'Europe. Il est désormais prévu de faire de même dans le domaine de la défense et de la préparation”, dit-il.
Niinistö a été approché pour préparer un tel rapport alors qu'il était encore président de la république. ”On m'a proposé cette réflexion de von der Leyen il y a environ un mois”, dit-il.
”J'ai dû beaucoup réfléchir pour savoir si je pouvais m’y engager. Le fait que j’ai beaucoup de relations, c’est-à-dire de connaissances, d’anciens chefs d’État, même jusqu’aux États-Unis, a un peu pesé. Ensuite, j'ai senti que c'était mon devoir d'y aller”.
Niinistö ne sait pas pourquoi on lui a proposé ce poste.
”Je ne sais pas. Le fait d’être Finlandais a certainement eu un effet, quand l’exemple de la Finlande est très admiré. Et bien sûr, peut-être le fait que j’ai inévitablement accumulé beaucoup de ces relations internationales”.

Niinista dit que, comme Mario Draghi, il joue ce rôle sur une base "pro bono", c'est-à-dire sans compensation monétaire.
Le mandat de Niinistö à la présidence de la république a pris fin début mars. Selon lui, en dehors de ce rapport, il n'aura pas de temps pour autre chose.
Niinistö dispose d'une équipe à Bruxelles pour préparer le rapport.
”L'objectif est de rencontrer un nombre considérable de chefs d'Etat. Cela veut dire forcément [du travail]. Et il y a donc ici à Bruxelles un groupe à part entière, avec lequel nous sommes en contact permanent, et je viendrai certainement ici aussi souvent. Il y a certainement du travail pour six mois”, dit-il.
Le rapport est préparé en étroite coopération avec le bureau du haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, et d'autres États membres de l'UE.
Le rapport devrait être prêt à l'automne.
Aux yeux de beaucoup, la Finlande est une sorte de pays modèle, estime Niinistö.
”Nous avons reçu beaucoup d'éloges, notamment concernant l'opinion publique finlandaise, la conscription et d'autres questions similaires, et en général pour la préparation civile”, dit-il.
Selon Niinistö, au moins en dehors des frontières finlandaises, on pense que la Finlande est restée éveillée, tandis qu'une partie de l'Europe s'est endormie dans l'illusion de la sécurité.
”C'est l'opinion des autres. Mais je ne sais pas si les Finlandais le sont eux-mêmes”, dit-il.
”Oui, la Finlande est considérée comme une sorte de pays modèle. Ce ne sont pas seulement la protection civile et la conscription qui sont évidemment intéressantes, mais aussi nos forces armées sont très fortes pour notre taille”, dit-il.
IS

Le président Niinistö dispose de l'expérience nécessaires pour rédiger ce rapport selon Timo Miettinen

Selon Timo Miettinen, chercheur à l'université d'Helsinki, le rapport est lié à la restructuration en cours de la politique de défense de l'UE. Le président Niinistö est un choix naturel car la Finlande a constamment présenté son modèle appelé sécurité totale.
Outre la préparation militaire, le modèle de défense finlandais met l'accent sur la coopération entre les autorités et les grandes questions de sécurité. Selon Miettinen, il existe actuellement une demande pour cela en Europe.
"La réflexion sur la sécurité totale est le principal produit d'exportation de la Finlande et s'étend largement à divers acteurs de la société", dit-il.
Selon Miettinen, Niinistö a également de la visibilité et de l'expérience. Comme président, Niinistö était par exemple bien informé des menaces liées à la cybersécurité.
La semaine dernière, le Premier ministre Petteri Orpo a proposé à l'UE que le modèle finlandais de préparation soit porté au niveau de l'ensemble de l'Union. La demande adressée au président Niinistö de rédiger un rapport est probablement liée à la proposition d'Orpo.
"Le rapport examinera probablement comment ce modèle pourrait être promu plus largement en Europe. Si les thèmes sont intégrés dans le programme de la commission, cela peut ouvrir des opportunités, par exemple dans l'attribution de fonds européens", explique Miettinen.
Si ce modèle peut être présenté au niveau européen, d’autres pays pourraient le copier pour leur propre usage. "La commission peut également, sur cette base, faire diverses recommandations aux États membres", explique Miettinen.
Sur la base du rapport, on peut également présenter des besoins d'investissement si l'on peut mieux comprendre où se situent les plus grandes vulnérabilités de la défense européenne.
HS

Editorial : ”Niinistö va apprendre à l'UE comment se préparer face à la menace des cosaques” HS

Si l'idée d'élaborer la stratégie d'une ”union d'urgence” de l'UE a été exprimée par le Premier ministre Petteri Orpo dans son discours de la semaine dernière au Parlement européen, à en juger par la rapidité de l’annonce concernant la mission de Niinistö, le sujet devait déjà être préparé depuis longtemps.

Niinistö se demande en effet depuis longtemps ce que l'Europe est prête à faire pour la sécurité commune. La politique de défense commune se déroule en grande partie par l'intermédiaire de l'OTAN, mais la politique des États-Unis crée désormais de incertitude. En outre, l'UE cherche depuis longtemps à jouer son propre rôle aux côtés de l'OTAN. La guerre en Ukraine a montré qu'il y restait beaucoup à faire, car la guerre moderne se déroule sur de nombreux fronts, depuis les sanctions économiques jusqu'à l'influence sur l'information.
La géographie a appris à la Finlande à quoi s'attendre de la part de la Russie. Le président Niinistö a résumé cela dans un aphorisme : « Les cosaques volent ce qui est mal protégé ». Dans son rapport, le président Niinistö va décrire comment l'UE pourrait tirer parti des leçons retenues par la Finlande. Le rapport, préparé en coopération avec le représentant de l'UE pour la politique étrangère Josep Borrell, devrait être achevé d'ici l'automne afin que la nouvelle commission puisse l'utiliser dans son programme.
La Finlande a conservé sa propre capacité de défense, mais a également construit une défense nationale globale, qui comprend la sécurité de l'approvisionnement ainsi qu'une défense "des esprits" qui maintient une forte volonté de défendre le pays. Une partie de la résilience réside dans les solutions techniques telles que les stocks d'approvisionnement et les abris pour la population, mais le noyau de valeurs de la société est au moins aussi important : le fait que les citoyens sentent que la société mérite d'être défendue. C'est le genre d'esprit commun dont l'UE a besoin aujourd'hui.
HS

L'UE va restreindre les exportations alimentaires de l'Ukraine - La Finlande s'est opposée à la décision

Les pays de l'UE et le Parlement européen ont cédé aux demandes des agriculteurs européens et ont imposé des restrictions sur l'importation de produits agricoles en provenance d'Ukraine. Les négociateurs du Parlement et du Conseil se sont mis d'accord sur ce sujet mercredi soir.
Le frein d'urgence sera appliqué si les importations des produits figurant sur la liste dépassaient les volumes d'importation moyens de 2022 et 2023. Le Parlement a déclaré que la Commission s'engage également à prendre des mesures si les importations de blé de l'Ukraine augmentent.
Le gouvernement finlandais s'est opposé à l'extension des restrictions à l'importation, a déclaré le ministre des affaires européennes Anders Adlercreutz.
"De notre point de vue, il n'y a aucune raison pour une telle restriction. Après tout, la meilleure façon de soutenir l'Ukraine est de permettre à celle-ci de commercer aussi librement que possible avec l'UE », a-t-il dit.
L'UE impose des restrictions aux exportations ukrainiennes en même temps qu'elle est censée signaler à la Russie que son soutien à l'Ukraine est constant et croissant. L'augmentation du soutien à l'Ukraine sera l'un des principaux sujets du sommet des dirigeants de l'UE qui s'ouvre jeudi.
HS

Ukraine

La Finlande négocie des engagements bilatéraux en matière de sécurité avec l'Ukraine

La Finlande et l'Ukraine ont entamé des négociations sur des engagements bilatéraux en matière de sécurité. Les négociations ont commencé récemment et leur deuxième cycle a eu lieu la semaine dernière, selon le cabinet du président ukrainien.
La Finlande s'engagerait à soutenir l'Ukraine à long terme. Il s'agit à la fois d'une assistance matérielle de défense et d'autres types de soutien.
Le comité interministériel de politique étrangère et de sécurité du Gouvernement et le Président de la République ont eu hier mardi un aperçu de la situation des négociations.
Il s'agit du même processus que celui engagé l'été dernier par les pays du G7 dans le cadre du sommet de l'OTAN à Vilnius, et pour lequel les pays nordiques se sont également engagés.

La Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, les Pays-Bas et le Danemark ont déjà pris des engagements similaires envers l'Ukraine. L'Estonie, la Lettonie, la Norvège et l'Espagne mènent également des discussions similaires, selon la présidence ukrainienne.
On s'attend à ce que les engagements de la Finlande ressemblent également en termes généraux au modèle existant. Il peut toutefois y avoir des particularités nationales.
Selon les informations de Ilta-Sanomat, l'accord entre la Finlande et l'Ukraine aura d'autres priorités que militaires. L'idée est de soutenir la société ukrainienne de différentes manières pour qu'elle se réforme et se reconstruise après la guerre. L'accord peut également être utilisé pour montrer un soutien politique aux efforts de l'Ukraine pour rejoindre l'UE et l'OTAN.
Il ne s'agit pas d'un accord juridiquement contraignant, mais d'un engagement politique.
En Finlande, les négociations sont menées par le ministère des Affaires étrangères et en Ukraine, par le Cabinet du Président ukrainien.
La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen a déclaré à Uusi Suomi que les négociations entre la Finlande et l'Ukraine pourraient encore aboutir au printemps.
HS IS

Social

Aucun accord trouvé dans le conflit entres les syndicats et le gouvernement De nouvelles annonces de grèves

Mercredi aucun accord n'a été trouvé sur les conflits du travail. Les syndicats de la confédération *SAK* ont déclaré mercredi que les grèves en cours se poursuivraient sans interruption y compris la semaine prochaine.
Le président de la SAK, *Jarkko Eloranta*, a déclaré que, dans la pratique, les grèves se poursuivraient comme auparavant. Selon lui, des décisions ont été prises pour une semaine supplémentaire, mais il existe une volonté de continuer encore plus longtemps. La prochaine réunion du conseil d'administration de la SAK aura lieu mercredi prochain afin d'évaluer la situation et la poursuite de l'action syndicale.
Jyri Häkämies, PDG de la Confédération des industries finlandaises *EK*, a déclaré mercredi qu'il était très déçu par la décision de la SAK de poursuivre les grèves. Selon EK, les nouvelles grèves causent des dommages estimés à 260 millions d'euros. En total, les grèves contre le gouvernement entraîneront déjà une perte d'environ un milliard et demi d'euros.
Mercredi, on a discuté des accords locaux. Selon le ministre du travail *Arto Satonen*, les discussions avec les entrepreneurs finlandais et la SAK ont été très constructives. Satonen espère que les discussions sur les détails de la promotion des accords locaux se poursuivront.
Après la réunion, *Mikael Pentikäinen*, directeur général de la Fédération des entreprises finlandaises *Suomen yrittäjät*, a déclaré : « Tous les employés doivent avoir une position égale sur le lieu de travail, et il est inacceptable de penser qu'il existe deux castes », faisant référence aux employés syndiqués et aux délégués syndicaux.
Pour sa part, la SAK, à l'issue de sa propre réunion, a estimé que le gouvernement n'a toujours pas la volonté de modérer les mesures affectant les travailleurs.
La semaine de Pâques est sur le point de commencer dans une situation où le marché de l'emploi est très tendu. L'une des échéances du printemps est le débat au Parlement sur la législation relative à la paix sociale et concerne la date à laquelle elle pourrait être adoptée par le Parlement.
Kauppalehti/7A

Les grèves politiques se poursuivent pendant une semaine

Les syndicats ont donc annoncé mercredi que les grèves politiques se poursuivront pour une troisième semaine. Les grèves du syndicat de l'industrie *Teollisuusliitto*, du syndicat des travailleurs publics et sociaux *JHL*, du syndicat des travailleurs de l'automobile et des transports *AKT* et du syndicat de l'électricité *Sähköliitto*, entre autres, se poursuivront sans interruption pendant une semaine en mars et en avril. Les grèves actuelles ont débuté le 11 mars.

Toutefois, le syndicat de l'industrie Teollisuusliitto a révisé les limites de la grève afin que le trafic aérien puisse se poursuivre sans interruption. Les grèves ne s'appliqueront pas non plus aux travaux d'urgence ou de protection de la vie et de la santé.
HS/A6

Analyse :
La SAK n'avait pas l'intention de mettre fin aux grèves

Les syndicats de la SAK ont décidé mercredi de poursuivre la semaine prochaine leurs grèves politiques contre les mesures du gouvernement en matière de travail. Selon des sources du Helsingin Sanomat, la décision avait déjà été prise mardi, avant même la réunion avec le ministre du travail *Arto Satonen* (Coalition nationale). La SAK n'avait donc pas l'intention de mettre fin aux grèves.
Les organisations des travailleurs s'attendaient à ce que Satonen ne présente pas de contre-argument sérieux lors de la réunion de mercredi. Satonen n'a pas non plus fait d'offre concrète. Il a déclaré que le gouvernement était toujours prêt à discuter des détails de la réforme des accords locaux si la SAK arrêtait la grève.
La SAK estime que le gouvernement a voulu de la publicité en proposant une réunion mercredi et envoyer le message suivant : le gouvernement offre une voie de négociation, mais la SAK ne fait que poursuivre le combat.
La SAK sait déjà très bien que le gouvernement ne cédera pas à ses exigences. La poursuite des grèves n'est pas seulement due à l'absence de mesures concrètes sur les accords locaux. Lors de la conférence de presse de mercredi, les dirigeants syndicaux n'ont pas parlé des détails des accords locaux, mais des grandes lignes : le gouvernement accroît la pauvreté et veut supprimer le caractère universel (c'est-à-dire contraignant) des conventions collectives, ont-ils déclaré.
Le président *Jarkko Eloranta* a déclaré que son organisation avait proposé à Satonen que le gouvernement gèle le caractère contraignant des conventions collectives pour les secteurs actuels pendant dix ans. Cela leur permettrait d'observer en toute tranquillité comment les changements du gouvernement affecteront le marché du travail dans la pratique.
Il s'agit maintenant de préparer l'avenir. La SAK luttera jusqu'à l'entrée en vigueur, dans les prochains mois, de la modification de la loi limitant les grèves politiques. L'important pour la SAK est que l'opinion publique ne se retourne pas contre elle. Le syndicat veut donc éviter que les grèves aient un impact trop important sur la vie quotidienne des Finlandais.
HS/A7

Près de deux tiers des personnes interrogées espèrent une réponse du gouvernement dans le cadre du conflit sur le marché du travail

Près de deux Finlandais sur trois souhaitent que le gouvernement du Premier ministre *Petteri Orpo* (Coalition nationale) revienne sur certaines de ses réformes du marché du travail afin de mettre fin aux grèves, selon un sondage commandé par *Maaseudun Tulevaisuus*.
63% des Finlandais souhaitaient que le gouvernement réagisse. 28 % sont d'un avis contraire et 9 % des Finlandais ne se prononcent pas.
Une nette majorité des partisans des partis au pouvoir considèrent que la ligne du gouvernement est la bonne. Parmi les partis au pouvoir, seule une petite majorité de partisans du Parti suédois, 52 %, souhaitait que le gouvernement réagisse.
40 % des sympathisants Chrétiens-démocrates souhaitaient que le gouvernement réagisse. Le chiffre correspondant pour les Vrais Finlandais était de 33% et pour la Coalition nationale de 27%.
Comme prévu, les sympathisants des partis d'opposition, les Sociaux-démocrates, les Verts et l'Alliance des gauches, espèrent que le gouvernement pourrait proposer un compromis. La quasi-totalité des sympathisants des partis d'opposition ont exprimé cette opinion. L'opinion des sympathisants du Parti du Centre est conforme au résultat global du sondage.
Les réponses diffèrent nettement selon le sexe. 77 % des femmes souhaitaient que le gouvernement réagisse, tandis que c'est seulement la moitié des hommes.
1 057 Finlandais ont répondu à l'enquête.
HS/A7

La SAK a perdu beaucoup de membres ces dernières années

Les syndicats membres de la Confédération finlandaise des syndicats *SAK*, qui est actuellement engagée dans une grève politique majeure, ont perdu un dixième de leurs membres au cours des cinq dernières années.

En 2019, le nombre total de membres de la SAK était de 894 738. L'année dernière, il était de 801 494. En cinq ans, 93 244 membres ont donc disparu. Rien que l'année dernière, le nombre de membres du syndicat a diminué de plus de 11 000 personnes.

Le déclin du taux de syndicalisation des travailleurs est une tendance à long terme qui s'est accélérée ces dernières années. Cette évolution est due aux tendances démographiques : des groupes d'âge importants partent à la retraite et les jeunes ne se syndiquent pas dans les mêmes proportions.

Dans le même temps, les emplois industriels caractérisés par un haut degré de syndicalisation sont en déclin et de nouveaux emplois ont été créés dans de petites entreprises du secteur des services qui n'ont pas de tradition en la matière. L'immigration a également un impact, l'appartenance à un syndicat pouvant même être perçue comme dangereuse dans certains pays d'origine des personnes.

Les chiffres communiqués par les fédérations incluent, par exemple, les retraités, les étudiants, les bénévoles et les entrepreneurs. Selon une étude du ministère de l'emploi et des affaires sociales, à la fin de 2021, les syndicats comptaient un total de 1 889 000 membres, mais 1 316 000 membres ayant un intérêt réel pour les syndicats. L'enquête a également montré que la création d'une caisse de chômage *YTK* indépendante des syndicats a considérablement réduit le taux de syndicalisation.

KL

Industrie de défense

Patria conclut un contrat important avec la Suède pour vendre des véhicules blindés

La Suède achètera 321 véhicules blindés de transport de troupes à Patria. L'achat dont la valeur s'élèvera à 470 millions d'euros est un des plus importants conclus par la Suède avec Patria.

Il s'agit de véhicules 6x6 qui peuvent transporter douze soldats. La Suède en a acheté vingt l'année dernière. Elle dispose également de 168 véhicules de la série XA, et de plus de cent chars AMV de Patria.

Outre la Suède, la Finlande et la Lettonie ont acheté des véhicules 6x6. Patria travaille pour en vendre également à l'Allemagne.

Les 6x6 relèvent d'une coopération entre la Finlande, la Suède, la Lettonie et l'Allemagne sur les Cavs (common armoured vehicle system), que d'autres pays peuvent rejoindre.

Patria relève à 50,1 % de l'Etat finlandais et à 49,9 % du norvégien Kongsberg.

HS/A9, KL/A10

Economie

Prévisions de PTT : -0,6% en 2024 et +1,2% en 2025

Selon l'institut de recherche de Pellervo, PTT, après une diminution de 0,6 % cette année malgré une diminution du taux d'intérêt et de l'inflation, l'économie finlandaise augmentera de 1,2 % en 2025,. Le ralentissement du secteur du bâtiment et la faible évolution des exportations pèsent sur l'économie.

Le taux d'emploi diminuera cette année. Le chômage concernera principalement le bâtiment et l'industrie, selon PTT.

HS/A26

Chute du pouvoir d'achat

Depuis le début de l'an 2020, le pouvoir d'achat des Finlandais a chuté. Cette année, la situation pourrait changer.

En même temps que les salaires ont augmenté, l'inflation a augmenté encore plus rapidement. Depuis 2020, on enregistre une augmentation de 18,6 % des prix. L'augmentation du salaire médian est seulement de 10 % entre janvier 2020 et janvier de cette année.

Même les salaires les plus élevés sont à la traine derrière l'augmentation des prix.

Le pouvoir d'achat des salariés a diminué en 2023 pour la troisième année consécutive. Pour un salaire moyen (3821 euros), il était de 6 % de moins en 2023 qu'en 2020.

HS/A25

Chute des investissements mondiaux dans les startups

Les investissements de capitaux pour les startups sont mondialement passé de 400 milliards d'euros en 2022 à 230 Mrds d'euros l'année dernière, selon les statistiques de CB Insights.

En Europe, les investissements en 2023 s'élevaient à 44 Mrds d'euros contre 91 Mrds d'euros en 2022.

KL/A4